

Articuler les enjeux sociaux et écologiques, c'est possible !

Bilan détaillé des ateliers de Prémery

du 15 octobre 2019

La journée de Prémery du 15 octobre 2019 avait pour thème la « transition socialécologique, c'est possible ! ». Le matin, trois retours d'expériences (les Ateliers Nomades, Territoire zéro chômeur de longue durée et la Californie) ont permis de montrer comment les enjeux sociaux et écologiques pouvaient s'articuler dans des projets concrets. L'après-midi, nous avons approfondi cette question autour de trois ateliers thématiques : l'alimentation ; l'obsolescence programmée, l'économie d'usage et le recyclage ; les ressources territoriales. Nous proposons ici une synthèse analytique de ces échanges.

Globalement, l'analyse des ateliers permet de dessiner les contours d'une approche socialécologique fondée sur trois axes :

- la construction participative d'une expertise collective décloisonnée entre le secteur social et écologique favorisant une vision globale des enjeux ;
- un accompagnement non-culpabilisant qui va à la rencontre des publics en situation de précarité visant la réappropriation sociale de solutions écologiques ;
- la mise en œuvre des deux premiers axes vers l'interpellation des pouvoirs publics.

L'hybridation des enjeux dans des actions concrètes

La rencontre du 15 octobre a été organisée en partenariat avec « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » de Prémery. Il s'agit d'une expérimentation nationale visant à embaucher en CDI toutes les personnes au chômage depuis plus d'un an sur un territoire donné. L'idée est de réorienter les coûts liés à la privation d'emploi pour créer des activités locales, non concurrentielles, souvent peu rentables, adaptées aux envies et aux savoir-faire des chômeurs volontaires et utiles pour le territoire. L'ancienne communauté de communes de Nièvre et Forêt fait partie des 10 premiers territoires d'expérimentation habilités par l'État. Le 6 février 2017 est inaugurée l'EBE 58 (entreprise à but d'emploi) qui embauche aujourd'hui une centaine de salariés.

Le principal objectif de TZCLD est de favoriser **la résilience de personnes en situation de précarité, c'est-à-dire leur capacité à dépasser les séquelles sociales liées au chômage et à développer de nouvelles potentialités d'agir pour soi et pour la collectivité**. La première tâche du comité local a été de rencontrer les 250 personnes durablement privées d'emplois sur le secteur de Prémery afin de les informer du projet et de coconstruire avec elles les activités de l'EBE. Il s'agit d'une recherche d'équilibre entre les besoins du territoire d'un côté et les savoir-faire et les envies des chômeurs volontaires de l'autre. À partir d'un principe de liberté de choix et d'adaptation individuelle, il est possible de favoriser l'épanouissement personnel : sortir des stigmates du chômage par un processus progressif de prise de responsabilité. Le but est également de créer des

activités utiles à la collectivité, ce qui donne du sens à l'action des salariés, à l'instar de la conciergerie qui propose des petits services d'aide à domicile pour les personnes en difficultés.

Le 15 octobre, deux salariées de l'EBE 58 ont relaté leur expérience. La première évoque son plaisir de mener une activité en lien avec sa passion des livres. Elle est en effet responsable des collections d'ouvrages à la recyclerie. Elle souligne l'importance de retrouver des collègues de travail après une longue période de chômage qui, pour certains, sont devenus des amis. Ce sont également les liens aussi avec les clients qu'elles affectionnent. Elle a beaucoup d'idées pour développer la recyclerie et la vente des livres d'occasion : des perspectives reconnues comme stimulantes. La seconde affirme son intérêt d'avoir pris en charge l'atelier maraîchage, mais reconnaît qu'elle a pu accepter des missions trop difficiles pour elle (gestion d'équipe) alors qu'elle était sans doute « trop jeune ». Elle apprécie de valoriser ses compétences initiales en agriculture. Les deux employées insistent sur l'évolution notable du regard des habitants de Prémery : beaucoup d'hostilité au début, une acceptation (relative) aujourd'hui alors que le village a réussi à maintenir ses commerces (boulangeries notamment) et que moins de maisons sont en vente.

Si TZCLD part d'une entrée sociale, l'initiative propose finalement des solutions concrètes favorables à la transition écologique, notamment dans l'agriculture durable, l'économie circulaire (réparations, prêts, recyclage), ou encore l'écomobilité (en cours de réflexion). Il s'agit d'une véritable transition socialécologique dans la mesure où **la lutte contre le chômage permet de créer des services et des biens favorables à l'environnement**. De plus, ces derniers sont proposés à des prix abordables, ce qui permet de démocratiser l'écologie. Par exemple, l'activité de maraîchage a pour objectif d'être en permaculture. De proximité et bon marché, la vente a également pour but de renforcer le lien social, particulièrement pour les personnes âgées.

L'exemple de TZLDC montre comment les enjeux environnementaux et sociaux peuvent s'articuler de fait dans un même projet de territoire. Il s'agit du constat de départ de la rencontre du 15 octobre. Quatre membres de la direction et du conseil d'administration de TZCLD étaient présents ainsi que six salariés de l'entreprise à but d'emploi (ancien chômeur de longue durée).

Adopter une posture de transversalité des enjeux

L'ambition du 15 octobre était de voir comment l'exemple de TZCLD pouvait servir de base à une réflexion plus générale sur la concrétisation d'une socialécologie, en se focalisant sur le territoire nivernais. Pour cela, nous avons testé une méthodologie d'articulation des enjeux sociaux et écologiques ancrée sur différentes thématiques. La diversité de profils des participants a alors permis d'adopter collectivement une posture féconde de transversalité sur l'ensemble des enjeux. Celle-ci apparaît essentielle pour éviter les « fausses bonnes idées » qui semblent vertueuses d'un certain point de vue, mais qui sont en réalité défavorables d'un point de vue global. C'est le cas d'un certain nombre d'actions écologiques qui vont renforcer les inégalités environnementales ou encore de solutions socialement positives qui ont un impact écologique négatif.

La posture de transversalité a par exemple été mise en œuvre par les participants de l'atelier alimentation pour analyser un projet en gestation au sein de l'entreprise à but d'emploi de Prémery. Il s'agit d'un camion itinérant d'approvisionnement de produits bio et locaux. Du point de vue social, ce projet permet d'aller à la rencontre de publics isolés comme les personnes âgées en milieu rural. Il favorise donc l'accessibilité à une alimentation durable. Il y a également un enjeu de santé en proposant des produits sains. Du point de vue écologique, l'agriculture locale et biologique est développée. Toutefois, les participants ont mis en exergue la nécessité de se questionner sur l'impact écologique des déplacements qui peut s'amoinrir (sans se résoudre totalement) en fonction de la source d'énergie du véhicule. Le panel de solutions est limité si l'on souhaite un camion réfrigérant. Il est cependant envisageable d'optimiser le parcours du camion avec un ensemble de points d'étapes afin de limiter au maximum les émissions de particules. La proposition de l'atelier est également de contourner le problème en diversifiant les activités de ce camion itinérant en renforçant l'impact social positif. Il s'agirait par exemple d'organiser un ensemble d'actions culturelles, citoyennes ou informatives à chaque point d'étape. En particulier, des ateliers collectifs autour de l'alimentation saine et durable pourraient augmenter la dimension écologique du projet. Les participants de l'atelier soulignent en effet qu'il ne s'agit pas seulement de rendre accessible les produits, car il existe des freins culturels à la transformation des pratiques. Ceci impliquerait alors de monter une équipe projet, de développer des partenariats avec d'autres acteurs intéressés par la dimension itinérante et de diversifier les sources de financement.

« Nous, on est restaurant d'insertion et il y a des mois où on ne peut pas faire de bio parce que c'est trop cher. On nous demande des marges aujourd'hui de 75% dans la restauration traditionnelle, ce qui est absolument infaisable si on veut faire des menus abordables pour tous. Voilà, nous on se bat aussi contre ça. [...] Pour être dans une roulotte quasiment 120 jours par an, je peux vous dire que ce n'est pas rentable, je peux vous dire que c'est une logistique de dingue, que la chaîne du froid c'est un truc de fou. [...]. On n'a pas de sous et on donne 50H. Comme toutes les initiatives, on se bat [...]. On se débrouille. » (Participante, atelier alimentation)

Dans les trois ateliers de Prémery, les participants ont noté la difficulté financière liée à l'articulation des enjeux sociaux et écologiques. C'est souvent dans la « débrouille » que se développe ce type d'initiatives. Certains affirment alors la nécessité de sortir des « raisonnements purement comptables » pour des actions relevant du « bien commun ». Cette dimension est d'autant plus forte dans des solutions socialécologiques qui, en articulant une multitude d'enjeux, élargissent le public concerné.

L'exemple du camion itinérant montre comment une posture de transversalité favorise l'hybridation des enjeux sociaux et écologiques dans une action concrète. On retrouve aussi cet aspect dans les autres ateliers, notamment dans les propositions autour de l'économie d'usage :

« Construire des lieux où l'on peut utiliser collectivement des objets comme les électroménagers, etc. Mais on peut aussi se questionner sur la passivité de l'utilisation. Parce que si on fait des laveries il faut attendre, ce n'est pas sûr que les gens l'utilisent. Par contre si on couple ça à une bibliothèque, on couple ça à des activités culturelles où les gens peuvent faire d'autres choses en parallèle on peut créer des espaces multi-

activités où on peut travailler l'économie d'usage dans toute son ampleur, enfin sur différentes questions et pas forcément sur des secteurs spécifiques. » (Participant, atelier obsolescence)

De son côté, l'atelier sur les ressources territoriales s'est focalisé sur la ressource en bois, car celle-ci est conséquente sur le territoire de la Nièvre. Le point de départ est celui de la préservation et la plantation pour lutter contre le changement climatique. Ensuite, les participants de l'atelier ont mis en œuvre une posture de transversalité pour analyser l'activité affouage de l'entreprise à but d'emploi de Prémery. Cette posture consiste d'abord à relever les ambiguïtés :

« Attention aux bois bûche, c'est un piège, on a souvent vendu le bois bûche comme étant une énergie renouvelable, c'est vrai. Mais quand on fait brûler le bois, on relâche énormément de CO2 dans l'atmosphère et ça ,c'est essentiellement dû au matériel qui n'est pas assez performant. Ce sont de vieux poêles, des cheminées... » (Participant, atelier ressources territoriales)

La posture de transversalité ne consiste pas pour autant à rejeter une solution sous prétexte qu'elle n'est pas parfaite. Dans la mesure où aucune source d'énergie est 100 % durable, il s'agit plutôt d'analyser la solution proposée en la complétant afin de limiter son impact écologique. Ici, le bois-énergie semble intéressant du point de vue écologique à partir du moment où cela est associé à du matériel de chauffage performant.

« Oui je suis bien d'accord, mais allez dire ça à une personne qui gagne 800 € par mois et qui est en retraite. Elle ne va pas acheter un poêle ou un foyer à haute performance. » (Participant, atelier ressources territoriales)

Les participants de l'atelier se sont alors questionné sur la dimension sociale à travers la thématique de la précarité énergétique. En l'occurrence, au-delà du fait qu'elle est réalisée par des anciens chômeurs de longue durée, l'activité affouage de l'EBE 58 permet à des publics en situation de précarité et/ou isolés (retraités) de se chauffer à faible coût. En passage le ramassage des affouages permet de lutter contre les feux de forêt dans un contexte où le changement climatique renforce les périodes de sécheresse.

« Mais ce bois qui va être livré chez ces personnes en précarité, il va être livré à des personnes qui ont un poêle qui ne va pas correspondre. On ne peut pas les culpabiliser en leur disant : c'est de votre faute si votre poêle marche pas. » (Participante, atelier ressources territoriales)

L'analyse des enjeux favorise alors la construction d'une solution socialécologique consistant à compléter l'activité affouage de l'EBE 58 avec l'organisation d'ateliers collectifs d'auto-construction à moindre coût de poêles de masse. Il s'agit là d'une *low tech* : terme qui désigne un ensemble de techniques simples, pratiques, économiques et populaires. Selon les participants, cette solution peut trouver des sources de financements à travers les différentes aides individuelles de lutte contre la précarité énergétique ou encore dans des dispositifs de financement collectif où des personnes solidaires payent plus cher pour permettre à d'autres d'en profiter.

La posture de transversalité a ainsi permis de proposer d'améliorer la dimension écologique de l'activité bois-énergie de l'EBE 58 en agissant sur le matériel de chauffage, mais aussi d'approfondir la dimension sociale en proposant une solution favorisant le lien social et en luttant contre les inégalités de santé liées à la pollution intérieure des poêles non-performants.

« Donc, on continue et on prolonge le cheminement ou alors on reste sur cette problématique ? J'avais une autre proposition qui était de dire, à terme, l'enjeu est plus de se chauffer au bois, il est de plus se chauffer du tout. L'enjeu ce n'est pas le poêle de masse, c'est d'isoler les maisons pour qu'à terme on soit sur des maisons bioclimatiques qui n'ont plus besoin de chauffage. » (Participant, atelier ressources territoriales)

L'atelier s'ouvre finalement sur la nécessité d'adopter une posture globale des enjeux en favorisant l'accessibilité à des diagnostics énergétiques complets dans les foyers afin d'agir également sur l'isolation et la sobriété énergétique. Cet exemple montre la complexité que peut prendre une posture de transversalité en montant l'échelle des enjeux.

L'organisation territoriale d'une expertise collective

Dans les ateliers de Prémery, l'hybridation des enjeux sociaux et écologiques dans des actions concrètes a été favorisée par la construction d'une expertise collective : une diversité de participants (citoyens, associations environnementales, associations du secteur social, élus, agents de la fonction publique, chercheurs et salariés de l'entreprise à but d'emplois) analyse ensemble une proposition et l'améliore depuis son savoir ancré dans l'expérience à la fois citoyenne, politique et professionnelle.

La journée du 15 octobre a été organisée par la DREAL, la MSH de Dijon et l'association In'Terre ActiV : trois acteurs extérieurs au territoire nivernais. Ainsi, les participants ont souligné la nécessité d'une ingénierie locale pour organiser ce type de démarche participative favorisant l'interconnaissance, la coordination et le maillage des initiatives et des acteurs du territoire.

« Je pense que le besoin c'est de mettre en place une véritable ingénierie et qui soit certainement en lien avec les besoins des personnes en précarité quand même. »
(Participant, atelier obsolescence)

« Qui coordonne, est-ce que c'est la collectivité ou est-ce que c'est des acteurs de la société civile, les associations, des porteurs de projet. C'est peut-être là où il peut y avoir des appuis, c'est sur de la coordination. En fait il y a besoin de temps »
(participante, atelier ressources territoriales)

Il y a donc un besoin de compétences en animation et médiation pour mettre autour de la table des acteurs provenant d'horizon varié et pour inclure les publics en situation de précarité à l'élaboration de projets. C'est notamment l'enjeu du décloisonnement entre les acteurs du social et de l'écologie dans l'organisation d'événements hybrides qui a été mis en avant par certains participants :

« Sur la question de l'habitat, c'est assez fragmenté et segmenté. Faire des événements qui mêlent des acteurs de la santé, du social et de l'écologie ça permet aussi de faire une manifestation conviviale avec une mission locale et un centre social qui a des bénéficiaires sur une thématique telle que la construction écologique. Ça permet d'être beaucoup plus transversal dans les approches. [...]. Ça peut être aussi de penser des temps de pédagogie et de faire que des gens, que ça pourrait concerner, se sentent plus concernés. Donc en termes d'outils, on peut aussi proposer des choses. Ça peut être des cadres de manifestation. Parce que c'est ça qui est difficile, c'est que chacun est dans son tunnel et c'est parfois un peu compliqué. » (Participante, atelier ressources territoriales)

Au-delà des événements ponctuels, il s'agit également d'un besoin de mise en lien des différentes initiatives pour construire des partenariats socialécologiques gagnant-gagnant :

« P1 : Concernant les fermes Terre de Lien, le problème c'est qu'effectivement s'il y a pas quelque chose de particulier, une convention particulière, une coopération entre un centre social et une ferme Terre de Lien, ça va être le public habituel,

P2 : Il faut des intermédiaires.

P1 : Donc il faut des intermédiaires, ça veut dire des modes de coopération qui permettent de... » (Atelier alimentation)

Des intermédiaires il en existe, mais ils ne sont pas assez valorisés, soutenus et intégrés de manière centrale dans l'organisation du territoire. En outre, ils sont souvent spécialisés sur une thématique. Ils ne peuvent donc pas adopter la posture de transversalité dont nous avons montré la fécondité plus en haut. Ce sont par exemple des postes en collectivité financé par l'ADEME et sur lesquels le turn-over est très important. Ils développent une connaissance du territoire qui se perd lorsqu'ils s'en vont, car la transmission est rarement intégrée dans leurs missions. Il s'agit là d'un enjeu de conserver la « mémoire du territoire ». C'est ce qu'affirment les participants de l'atelier ressources territoriales.

« P1 : à la comcom' des Bertranges. On a embauché un ambassadeur de l'énergie [...] Un ambassadeur de l'énergie son rôle c'est d'aller voir les personnes en difficultés financière en passant par les maires, entre autres, et il a même une mission supplémentaire dans le sens où lorsqu'il y a des manifestations dans les villes un peu plus importantes comme des foires ou des marchés et les choses comme ça. Ça se fait sur Clamecy dans le Morvan où ils tiennent un stand, ils animent et informent les gens qui passent, de tous leurs droits, leurs possibilités, les demandes à l'Anah, [...]

P2 : Et du coup sur son rôle où sa fiche de mission il pourrait y avoir des porteurs du territoire aussi qui voient comment travailler en synergie. Souvent ce sont des jeunes chargés de mission qui arrivent un peu tout feu tout flamme, ils se disent qu'ils veulent mettre en place ça, après ça retombe un peu, ils ont du mal à mobiliser, il y a trop d'acteurs et puis ils s'en vont. [...] Ce sont des rôles qui peuvent avoir des incidences

fortes sur le territoire. Souvent ce sont des postes qui ne sont pas forcément envisagés à la hauteur de ce qu'ils peuvent avoir comme impact [...]

P3 : C'est des leviers forts, mais une fois qu'ils ont disparu et que la personne elle est plus là qu'est-ce qu'il reste ?

P2 : Donc en proposition on met consolider les animateurs, que ce soit TEPOS, conseillers énergie, ambassadeurs. [...] Et en faire de vrais relais : faire en sorte qu'ils travaillent aussi avec les autres acteurs du territoire de manière efficace. Après est-ce que les conseils de vie locaux sont envisagés ? [...] En termes de solution, comment on fait pour monter un conseil de vie locale qui tourne et qui fonctionne ? Qui est capable aussi de faire le pas de côté ? » (Ateliers ressources territoriales)

Cet échange montre que si les solutions sont diversifiées, il y a un véritable besoin d'une compétence de maillage territoriale qui favorise les connexions entre les acteurs et l'hybridation des enjeux dans des solutions concrètes. Dans l'atelier « ressources territoriales », les participants évoquent également un besoin en formation pour ce type de missions pour élargir leur capacité à la mise en réseau des acteurs du territoire.

La finalité de ce besoin est de formaliser et de pérenniser des partenariats informels en réseaux organisés. Par exemple, sur le sujet de l'alimentation :

« Pouvoir faire circuler les gens de ferme en ferme, de proche en proche sur une diversité de système, une diversité de ferme avec la contrainte du calendrier au final. Mais de faire des circuits qui soient pérennes sur plusieurs années. » (Participante, Atelier alimentation)

C'est alors la question de l'échelle d'intervention de la mission de maillage qui a été soulevée par les participants aux ateliers de Prémery. Il y a effectivement une difficulté à trouver l'équilibre entre un sentiment d'appartenance des habitants à un territoire restreint favorisant la mise en mouvement locale et la nécessité d'élargir la focale lorsqu'il s'agit d'aller chercher des opportunités d'action ou encore lorsque la solution à un problème local ne peut se résoudre qu'à une échelle plus large.

« P1 : Moi je pense qu'on n'a pas très bien défini la taille critique d'un territoire.

P2 : Si on regarde le point de départ, c'est une question à la fois sociale et environnementale qui est située. Elle est située à un moment donné à un endroit donné. [...] La question c'est comment on fait pour résoudre ce problème-là en rapprochant les structures et en planifiant l'action. On dit l'échelle, mais l'échelle ce n'est pas tellement un problème parce qu'on peut très bien avoir un problème ici et puis on a bien vu qu'on peut aller chercher les informations là-bas. Donc l'échelle des problèmes n'est pas forcément l'échelle des solutions.

P1 : Non, mais par contre on sait qu'un problème sur un territoire à l'échelle interco', ne va pouvoir être résolu par quelqu'un de la comcom' d'à côté ou du département d'à côté, etc. Il faut favoriser une communication territoriale. [...] On raisonne souvent sur des échelles pratico-pratiques trop petites. Comment concrètement invente-on un projet

qui facilite ? C'est un peu ce qui se passe dans le cadre de cette journée. Tu rencontres d'autres acteurs. On dit qu'il faudrait aussi que ça se fasse avec des bénéficiaires de ces solutions-là, avec des techniciens, avec des élus. Est-ce que c'est envisageable, est-ce que c'est un besoin ? » (Atelier ressources territoriales)

D'après les participants à l'atelier ressources territoriales, il ne faudrait donc pas cristalliser une échelle d'intervention. Il s'agirait justement d'une organisation qui facilite les échanges et les articulations entre une multitude d'échelles entre les territoires vécus des habitants et les frontières administratives. Ceci permet de compléter le rôle d'une mission de maillage territoriale qui doit s'appuyer sur une connaissance forte des actions et des acteurs d'un territoire qui passe par des démarches participatives, tout en étant capable d'élargir sa focale en allant chercher les opportunités, les ressources, les compétences, les retours d'expérience et les envies d'agir là où elles se trouvent.

La convivialité comme facteur clé organisationnel

Comme le montrent les ateliers de Prémery, la construction d'une expertise collective socialécologique nécessite une ingénierie spécifique relevant d'une compétence d'animation, de médiation, de facilitation favorisant l'hybridation des enjeux et la mobilisation d'une diversité d'acteurs. Le projet « Californie » situé à Toucy, restitué le 15 octobre, constitue un bon exemple de mise en œuvre d'une telle ingénierie de manière pérenne sur un territoire donné. Cette initiative est issue du regroupement de trois associations complémentaires : une recyclerie, une association d'entraide pour les personnes en situation de précarité (Toucy Entraide) et de Bonjour Cascade, association pluridisciplinaire visant l'expérimentation de projet écologiques et solidaires. En outre, le projet est accompagné par la Station de Recherche Pluridisciplinaire des Metz : une association qui porte un projet de maillage territorial à l'échelle de l'Yonne et du Nord de la Nièvre visant la coconstruction d'une stratégie collective de transition écologique et solidaire. Cet acteur accompagne notamment la Californie dans la mise en œuvre d'une posture de transversalité des enjeux écologiques : aménagement urbanistique, gestion de l'eau (zone humide), question du sol (qualité), questions techniques. Par exemple, comment on articule la question de la perception de la propriété face au chaos apparent de la biodiversité.

La Californie est donc née d'un décloisonnement entre des acteurs aux horizons variés. Concrètement, le projet vise la construction participative d'un tiers lieu sur une ancienne friche industrielle. Celle-ci se situe au centre bourg de Toucy, ce qui facilite la dynamique interassociative. Toutefois, il y a vrai travail de médiation pour faire converger les envies, les intérêts et les pratiques autour d'une culture commune et d'actions concrètes collectives. Les intervenants du 15 octobre expliquent qu'il aurait été sûrement plus simple de travailler entre structures similaires. Mais, ce décloisonnement associatif est fécond, car il favorise l'hybridation d'enjeux multiples. L'objectif est en effet de marquer ce lieu comme un espace où s'expérimentent de nouveaux services et activités dans une perspective de transformation socialécologique du territoire. Pour fédérer les habitants et les acteurs autour de la friche, l'accent est mis sur le lien social, la participation citoyenne, le vivre ensemble et l'entraide, notamment orienté vers les personnes en situation de précarité.

L'exemple de la Californie permet alors de montrer que la convivialité constitue un facteur clé pour favoriser la construction d'une expertise collective décloisonnée entre les 3/4 associations qui portent le projet, les 150 adhérents et les 3000 personnes qui fréquentent le lieu. Il s'agit d'une démarche d'éducation populaire par le « faire ensemble » : se déplacer mieux, manger différemment, les questions d'économies circulaires pratico-pratiques, etc. Ce sont des ateliers de transmission réciproque de savoirs qui peuvent déboucher sur des groupes d'actions collectives. Il y a toujours à boire et à manger, ce qui permet de favoriser la mobilisation. Globalement, la Californie souhaite rendre palpables les questions de transition écologique par l'expérimentation de méthodes d'animation ludiques et conviviales.

« On s'est dit que ces invisibles, les personnes qu'on n'arrive pas à toucher, on va faire un loto. Parce que nous il y a des gros fans de loto. On a fait l'Eco bingo de la transition énergétique et du coup pendant cette manifestation il y avait, sur 150 personnes, la moitié qui venait pour le loto, pour gagner les super lots. Il y avait la monnaie locale, les producteurs bio qui faisaient la buvette, les agents de la collectivité, etc. Il y a plein de gens qui nous ont dit : bah voilà, c'était fun. » (Membre de la Californie)

Si l'idée que la convivialité favorise la mobilisation est un résultat classique de la sociologie de l'action collective, l'exemple de la Californie montre qu'il s'agit également d'un facteur favorisant l'articulation des enjeux sociaux et écologiques. Autrement dit, le lien social constitue un liant méthodologique fédérant une multitude d'acteurs aux savoirs diversifiés qui se croisent dans la construction d'une expertise collective. La Californie se donne pour ambition d'être un « démonstrateur » par l'expérimentation, l'évaluation et la transmission d'une telle démarche de transversalité.

Une démarche d'empowerment socialécologique

L'analyse des ateliers de Prémery dessine les contours d'une approche socialécologique. Il s'agit d'aller à la rencontre des publics précaires pour favoriser le développement d'un pouvoir d'agir écologique à partir de leurs propres enjeux. C'est ce que l'on peut appeler une démarche d'*empowerment* socialécologique. On peut définir cette notion comme un processus d'acquisition d'un pouvoir individuel et collectif des citoyens. Cela débute par le développement d'une réflexivité sur la place que l'on occupe dans la société, ce qui appliqué à l'écologie implique des transformations de ses pratiques individuelles. Cela débouche ensuite sur une volonté de transformer le monde à son échelle et le passage à l'action collective.

Les inégalités sociales : des freins à la transformation de ses pratiques individuelles

« C'est moi qui gère le maraîchage sur Prémery. Et j'ai beau faire comme je veux, je ne peux pas manger de légumes, ça ne passe pas à la fin du mois, même si je les prends là. [...] Si, tu peux prendre un kilo de tomates, mais tu vas le prendre une fois par semaine. [...] À la fin du mois, entre la maison, les voitures, parce que dans le coin si on n'a pas de voiture on ne travaille pas, [...] tout ça mis bout-à-bout, avec un SMIC ça ne passe pas. » (Atelier Alimentation)

Ce discours d'une salariée de l'entreprise à but d'emploi de Prémery permet de souligner que les inégalités sociales impliquent des inégalités environnementales. Ceux qui ont moins de pouvoir d'achat ont également moins de pouvoir d'agir sur les enjeux écologiques. Ce qui est valable au sujet de l'accès à une alimentation saine et durable, l'est pour une multitude de thématiques. Les ateliers de Prémery ont par exemple soulevé les inégalités environnementales de transport. Même avec la prime à la casse, le coût d'une voiture électrique ou à haute classe énergétique reste inaccessible au plus grand nombre. C'est également le prix des vélos ou des transports en commun qui peuvent être pointés.

Il existe donc un ensemble de freins à la transformation de ses pratiques individuelles. S'il y a la question financière pour accéder à une consommation responsable, il y a également la question du temps et de l'énergie disponible pour des personnes qui ont une charge mentale importante liée à un ensemble de pratiques visant la survie quotidienne.

« Est-ce qu'on a l'énergie, le temps et l'envie de le faire ? Parce que lorsque l'on est dans des boulots qui peuvent être pénibles, éreintants et qui prennent de l'énergie, est-ce qu'on a envie de remettre de l'énergie là-dedans, ce n'est pas sûr. C'est plus facile quand on est dans des emplois qui sont moins fatigants et épuisants, on a envie de prendre ses mains et de faire des choses avec ses mains quand on rentre à la maison. [...] Donc là ce n'est pas une question de coût ou de savoir-faire, il y a une question d'énergie. » (Participante, atelier alimentation)

Les participants aux ateliers de Prémery ont souligné l'existence d'un levier culturel. Il est en effet possible de s'appuyer sur le développement d'une conscience écologique favorisée par les médias qui touche aussi bien les publics favorisés que défavorisés. Toutefois, certains enjeux écologiques

sont difficiles à appréhender par manque d'incarnation dans un environnement immédiat, à l'instar du changement climatique ou la perte de biodiversité. Ici ce sont les inégalités scolaires qui impliquent une plus grande difficulté à s'approprier les informations véhiculées par les médias.

Ensuite, la pauvreté implique un isolement social et une dévalorisation de soi qui rendent plus difficile l'accès à des actions écologiques telles que les cafés associatifs, les ateliers de réparation, mais aussi des dispositifs d'aides. Il y a donc un enjeu de rendre accessible les initiatives et les informations disponibles pour se mettre en mouvement sur les questions écologiques.

« Je fais une remarque, on ne peut pas penser la transition écologique à partir de sa propre position, mais il faut essayer aussi de se décentrer. Tout le monde ne connaît pas forcément toutes les aides et autre. [...]. Il faut aussi regarder les personnes qui sont en situation de précarité énergétique et qui ne connaissent même pas l'existence de ce dispositif ou de cette information. » (Participant, atelier ressources territoriales)

L'atelier « ressources territoriales » a souligné l'existence d'une inégalité environnementale d'accès à l'information. Le groupe propose de travailler sur la défense d'une liberté positive en opposition à la liberté négative. Cette dernière considère la liberté comme l'absence de contraintes. La liberté positive considère la liberté comme la capacité à l'exercer réellement, ce qui implique de construire les conditions d'accès. Dans le cadre de l'information, l'atelier « ressources territoriales » propose par exemple de développer les missions de conseillers énergies qui vont à la rencontre des publics précaires pour les orienter dans leurs choix et pour les aider à demander les aides énergétiques auxquelles ils ont droit.

Aller à la rencontre des publics précaires dans une démarche non-moralisatrice

Pour dépasser les freins sociaux à la mobilisation écologique, les participants aux ateliers de Prémery défendent une approche fondée sur une vision positive de l'écologie se démarquant des injonctions individuelles et culpabilisantes à la transformation des pratiques.

« Pour moi une des grosses problématiques, vis-à-vis des populations en difficultés, enfin vulnérables, c'est de pas se comporter en ce qu'on appelle des néo-paternalistes. C'est-à-dire qu'il y a une espèce d'injonction, pour tout le monde, à changer de comportement à titre individuel. Je trouve qu'il faut faire très attention à ça. C'est bien d'avoir des écogestes. C'est bien quand on le peut. Quand on est dans une attitude culpabilisante, je trouve que ça peut être extrêmement contre-productif et générer du stress et du mal-être. » (participante, atelier Alimentation)

Cette approche non-moralisatrice s'associe à une démarche d'« aller vers » qui consiste à réduire les freins à la mobilisation écologique. Pour cela, certains participants aux ateliers de Prémery proposent des solutions d'animations itinérantes ou encore d'investir les fêtes populaires dans les villages ou les quartiers. L'enjeu est également de repérer des relais ou des intermédiaires qui sont en contact avec les publics précaires, à l'instar des conseillers énergies, des travailleurs sociaux ou des maires des villages qui connaissent généralement leurs administrés.

Comme le montre l'exemple, restitué lors de la rencontre du 15 octobre, de l'association de développement social local « Ateliers Nomades », située dans un quartier prioritaire de la politique de la ville, cette démarche d'« aller vers » s'inscrit dans le temps long. Il s'agit de « se faire connaître, discuter, aller voir les gens, c'est-à-dire les associations de jeunes, les mamans à la sortie des écoles, les voir dans les parcs, passer dans le quartier », faire du porte à porte, être en pied des immeubles, organiser des moments attractifs. Ces actes supposent d'avoir du temps pour repérer les personnes, être visible, puis « tisser des liens » d'interconnaissance. L'association mène en effet une action participative depuis une dizaine d'années dans le quartier qui a débuté autour de la coconstruction d'un projet de jardin partagé, financé par l'ANRU. Ce sont deux ans de travail pour faire sortir de terre ce projet à travers une multitude de réunions. « Tenir des réunions régulières n'est pas facile. Mais elles ont permis ses allers-retours entre les habitants et nous et entre nous et les acteurs publics ». Avant les jardins partagés, il existait des liens préalables, « il y avait une envie d'action collective ». L'intervention dans la durée des Ateliers Nomade a alors permis de formaliser les liens et de transformer les envies d'agir en actions concrètes. C'est le point de départ d'un processus d'*empowerment* socialécologique.

Si les enjeux écologiques sont présents dès le départ dans le projet associatif des Ateliers Nomades, les salariés ne souhaitent pas les imposer aux personnes. Avant de développer un pouvoir d'agir écologique, les habitants du quartier doivent déjà pouvoir s'investir sur leurs propres enjeux. L'association mène un travail permanent de médiation avec et entre les participants pour dépasser des désaccords, réduire les asymétries de pouvoir. « *On ne peut pas jouer du pouvoir pour dire aux participants qu'ils n'en ont pas, ou qu'ils ne doivent pas s'imposer aux autres* ». « *Il faut lâcher du pouvoir pour que les gens en prennent* », notamment les élus qui doivent déconstruire leurs préjugés sur les habitants des quartiers. Ce n'est que dans un deuxième temps, une fois que les participants ont développé un pouvoir d'agir, notamment celui de refuser les propositions des Ateliers Nomades, que les enjeux écologiques peuvent être suggérés. Par exemple, la question de la permaculture a été proposée aux membres des jardins partagés. Des spécialistes sont intervenus pour expliquer les enjeux. « *Développer la permaculture ça crée de la dissension et la dissension c'est important. Il faut créer les conditions de la discussion* ».

La réappropriation sociale et collective des enjeux écologiques

Les Ateliers Nomades proposent également des temps d'éducation populaire qui peuvent favoriser le développement d'un pouvoir d'agir écologique. Il s'agit de la composante réflexive d'un processus d'*empowerment*. Mais pour éviter une pédagogie surplombante, les ateliers nomades prônent une approche non-moralisatrice, à l'instar des ateliers qu'ils organisent au sein d'un appartement pédagogique visant la transformation des pratiques individuelles.

« On a un jeu de type caddie où on a tout un tas de produits factices. Les jeunes vont remplir leurs caddies et expliquent pourquoi ils ont fait ce choix et après on fait un gros temps de debriefing où on décrypte les étiquettes, on regarde comment voyagent les produits. On parle beaucoup du Nutella, du Coca-Cola. L'objectif de cet atelier c'est prendre conscience de : Qu'est-ce que je mange ? Et ça n'a aucune vocation normative

ou directive. Si on a envie de manger du Nutella parce que ça nous fait du bien au moral on continue à en manger, mais au moins on sait quel impact ça peut avoir. »
(Salariée des Ateliers Nomades)

Le même processus d'*empowerment* que pour les jardins partagés a été mis en œuvre dans la construction d'un espace de vie sociale, appelé le « cocon », en cogestion entre les habitants et les Ateliers Nomades. Dans un premier temps, les participants ont proposé des ateliers culturels (chant, théâtre, couture, etc.). Tout un travail de médiation a favorisé une montée en compétence et en pouvoir des membres du Cocon dans l'organisation des activités quotidienne. Puis, cinq ans après :

« On a des petits groupes de mamans qui, depuis à peu près un an, un an et demi, se sont regroupées. Ce sont des mamans qui habitent le quartier prioritaire de la ville et qui vont faire des visites de producteurs pour comprendre un petit peu comment sont produits les aliments qu'on peut acheter. C'est parti de leur volonté, de leur prise de conscience qu'à un moment donné on pouvait avoir une alimentation malsaine, trop riche en sucre, trop riche en gras, mais aussi trop riche en pesticides, trop riche de je ne sais quoi. Et voilà, essayer de comprendre qu'est-ce que c'est que l'agriculture en fait. Qu'est-ce que c'est que la production ? Qu'est-ce qu'on met dans la terre ? Pourquoi met-on des pesticides ? Nous on les aide à repérer des agriculteurs, faciliter les liens, organiser les rencontres, les déplacements, etc. » (Salariée des Ateliers Nomades)

Il s'agit là d'un bon exemple d'*empowerment* socialécologique qui consiste à favoriser le passage à l'action des personnes en situation de précarité à partir de leurs propres enjeux (en l'occurrence la santé liée à l'alimentation) à partir d'une pédagogie active de « faire ensemble », tout en proposant des temps d'éducation populaire pour développer la réflexivité. Ce double mouvement, à la fois actif et réflexif, peut favoriser un processus de réappropriation sociale des enjeux écologiques.

Cet aspect a particulièrement été abordé dans l'atelier sur la lutte contre l'obsolescence programmée et l'économie circulaire. En effet, cette thématique rassemble un ensemble de pratiques écologiques de lutte contre la surconsommation comme le réemploi, le bricolage, le chinage, le troc, la réparation qui font souvent partie de la vie quotidienne des publics précaires. C'est ce que certains sociologues, comme Michel de Certeau, appellent la « débrouillardise populaire ». S'ils rejoignent les pratiques de militants écologistes qui s'investissent volontairement dans une démarche de sobriété, cette économie circulaire populaire est subie par les contraintes financières et peut être vécue dans un sentiment de honte de ne pas pouvoir acheter du neuf.

« P1 : Alors il y a l'obsolescence programmée certes, mais il y a aussi l'obsolescence décidée : j'en ai assez de voir ce canapé, donc je le jette. [...] A Emmaüs on a une association qui s'appelle SOS Familles Emmaüs. Ça a été fondé par l'Abbé Pierre il y a 50 ans et c'est une association qui fait des avances d'argent sans intérêt, à des familles, des personnes, pour éviter qu'ils tombent dans l'exclusion. Par exemple, ils viennent nous voir pour qu'on leur prête de l'argent pour acheter une machine à laver. Donc on leur répond qu'on ne va pas prêter de l'argent pour une machine à laver, mais on a des machines à laver neuves ou presque qu'on a réparées. Ils ne veulent pas parce qu'ils veulent du neuf. Donc vous voyez il y a aussi aliénation des consommateurs. Il y a toute une éducation à refaire [...] »

P2 : *Pour revenir sur ce qui est fait à la recyclerie de [l'EBE 58], de voir des meubles qui sont relookés c'est vachement sympa. Donc c'est possible de remettre en état et de les rendre sympas. Ce n'est même pas une question d'éducation c'est comment on rend à la mode.*

P3 : *Oui c'est ça. Valoriser. Et c'est d'autant plus vrai que parfois ça relève aussi du regard de l'autre. C'est-à-dire qu'on veut acheter du neuf parce qu'on a tellement galéré... [...] Quand j'étais petite, j'ai toujours porté les vêtements de mes cousines et bah le jour où j'ai pu m'acheter un vêtement neuf j'étais super contente. Et pourtant, qu'est-ce que ça m'apportait de plus ? À l'époque ça je ne savais pas. Mais ce que je veux dire aujourd'hui c'est qu'il y a des catégories sociales où effectivement, on a tellement galéré, on a de la récup' de machin, c'est le voisin qui m'a filé ça... Si ce n'est pas valorisant pour soi, la première chose qu'on a envie de faire le jour où on a peut-être son premier SMIC ou je sais pas quoi, c'est d'aller acheter une table neuve, une chaise neuve ou une télé. » (Atelier obsolescence)*

Au-delà de la démarche « éducative » qui peut avoir un caractère moralisateur, pour certains il s'agit avant tout d'une démarche de « subjectivation », terme sociologique qui désigne la transformation de son rapport à soi, en revalorisant des pratiques subies en choix et en favorisant le passage de la honte sociale à la fierté écologique. C'est un processus d'émancipation individuelle qui consiste à développer son estime de soi et qui peut déboucher sur une volonté d'agir, à l'instar de cette salariée de l'entreprise à but d'emploi de Prémery :

« Je suis toujours en train de chiner. Tout au long de l'année, je récupère. Depuis le mois de septembre, je suis en fabrique. Je joue avec mon prénom, c'est Noëlle et je fais les marchés de Noël. J'ai sept marchés de prévus et ce que j'ai compris avec les tendances de ce que les gens recherchent, c'est surtout la nature cette année. Je suis assez fière de moi [...] Ce sont des choses qui vont normalement à la poubelle ou que les gens ne veulent plus qui vont être mises à l'honneur. [...] J'ai accès direct avec le consommateur et il est content que ça vienne de quelque chose qui aurait dû être mis à la poubelle. » (Participante, atelier obsolescence)

Les participants à l'atelier obsolescence programmée ont alors suggéré à cette salariée de l'entreprise à but d'emploi de Prémery que son exemple pourrait servir de base à un projet collectif autour de la fierté des pratiques d'économie circulaire. En se différenciant du vintage qui n'est pas nécessairement du réemploi et qui conserve une identité urbaine et socialement favorisée, le groupe propose ainsi d'élaborer un label citoyen « remade in Prémery » ou encore d'organiser des défilés de mode de vêtements réutilisés. Cette proposition donne un exemple d'un empowerment socialécologique collectif qui part d'une situation individuelle pour monter un groupe d'action collective visant la transformation de son territoire.

Ainsi, la dimension collective est une partie fondamentale du processus d'empowerment socialécologique. Cela se retrouve d'ailleurs dans les propositions d'action faites lors de la rencontre du 15 octobre qui incluent pour la grande majorité cette dimension. La démarche de réappropriation sociale des enjeux écologiques est en effet favorisée par une approche collective, car

l'une des premières motivations à agir se situe dans la recherche de lien social. Ceci est d'autant plus vrai pour des publics en situation de précarité qui subissent souvent l'isolement social.

« L'économie d'usage, on appelle ça comme on veut, c'est du collectif, ça permet d'avoir des choses moins chères, d'avoir de la meilleure qualité et surtout tu fais ensemble. [...] La problématique c'est l'affectif. Les gens achètent parce qu'ils ne sont pas bien affectivement et ils ont l'impression que ça remplit un peu leur vide affectif. En plus ils se donnent une autre image d'eux [...] : tu sais faire plein de trucs avec les autres [...]. C'est une nouvelle éducation populaire qu'on peut recréer autour de ça à mon avis aujourd'hui avec le numérique, des ateliers collectifs, des trucs animés. »
(Participant, atelier obsolescence)

Le développement d'un pouvoir collectif constitue un levier pour retrouver du pouvoir sur sa propre vie. Par exemple, la participation à des ateliers de réparation permet de développer un certain nombre de compétences qu'il est possible ensuite de retransmettre à d'autres.

« Je repense à une jeune femme de 25 ans qui était complètement catastrophée par le réchauffement climatique et sur ce qui peut se passer au niveau d'un éventuel effondrement. Elle disait : « je ne sais même pas jardiner, je ne sais même pas réparer un objet, je ne sais rien faire. Comment je fais toute seule dans mon appart ? » Je pense que le réseau d'échanges de savoirs est un outil simple à mettre en place même s'il demande quand même beaucoup d'énergie et beaucoup de temps et une méthodologie très particulière. Ce n'est pas une bourse au savoir, ça s'anime. Chacun est offreur et demandeur et normalement chacun est aussi animateur du réseau. [...]. C'est un super outil qui peut amener un vrai changement de société [...] Ça pallie aussi bien au côté social et le côté environnemental. Je trouve que cette jeune femme a posé la bonne question. S'il y arrive un truc demain je fais quoi ? Je vais où ? Il faut que chacun puisse savoir où aller pour éventuellement faire réparer quelque chose, mais surtout comment apprendre à le réparer soi-même. » (Participante, atelier alimentation)

Pour résumer, l'implication dans une initiative collective de transition comme un réseau d'échange de savoir (proposition qui apparaît dans les trois ateliers) peut partir d'une recherche de lien social et de « sens » ainsi que d'un besoin de trouver une capacité d'agir sur sa vie et son environnement, exacerbé par la perspective d'un effondrement. Ce sont là autant de leviers de mobilisation sur les questions écologiques qui sont valables pour les publics en situation de précarité.

Tableau récapitulatif des freins et leviers à la mobilisation écologique des publics précaires

	Freins à la mobilisation	Leviers à la mobilisation
Financier	Le coût de certaines pratiques écologiques (ex. Bio, isolation, matériels de réparation, etc.).	Diminution de la facture (ex. Commandes groupées, économie d'usage, réemplois, etc.).
Temps	Le manque de temps et d'énergie pour s'investir dans des activités écologiques (ex. Cuisiner, bricoler, etc.).	Recherche de lien social et envie d'apprendre dans des ateliers collectifs (ex. Atelier cuisine, atelier de réparation, réseau d'échange de savoirs et des pratiques, etc.).
Culturel	La société de consommation crée une envie d'acheter du neuf d'autant plus forte lorsque l'on n'en a pas les moyens (fierté du neuf).	Les médias renforcent le développement d'une conscience écologique chez les publics favorisés comme défavorisés.
Accès	Accessibilité des informations et des enjeux écologiques abstraits (changement climatique, biodiversité)	Certains impacts positifs écologiques font directement échos à des enjeux individuels (l'alimentation saine, les opportunités d'emploi, la propreté de l'espace public, etc.) ou à des pratiques populaires (le réemploi, le bricolage, le troc, le chinage, etc.).

Vers un lobby citoyen socialécologique ?

Beaucoup de participants aux ateliers de Prémery ont souligné la nécessité d'expérimenter des actions concrètes localement, mais aussi de monter en échelles vers des projets structurants et d'interpeller les pouvoirs publics.

« Il y a une problématique : sur un territoire comme le nôtre où il y a des sous pour travailler sur des questions d'alimentation, de transition écologique et de circuits courts alimentaires, et où il y a un cadre qui existe avec des commissions du conseil communautaire dédiées à la question du développement des circuits courts. La problématique c'est : qu'est-ce qui fait qu'il n'y a pas plus de projets structurants ? C'est une problématique. Quand il y a tout pour faire sur le territoire, qu'est-ce qui manque ? » (Participante, atelier alimentation)

Parmi les acteurs qui agissent pour les transitions au quotidien, on peut voir apparaître un sentiment de frustrations par rapport au manque d'action d'ampleur et à la persistance de logiques contradictoires dans un contexte d'urgence écologique.

« P1 : On n'aide pas les épiceries associatives, on n'aide pas les gens qui veulent faire un petit maraîchage bio, on n'aide absolument pas les petits. Et dans l'Autunois, on est encore dans un endroit où on ouvre des énormes centres commerciaux. Donc est-ce que je suis bête ou est-ce que la logique n'a pas changé ? [...] »

P2 : Il faut faire une société différente. Malheureusement, le monde politique est dominé par l'argent, par les gens qui possèdent Carrefour, Elf Aquitaine, etc. [...]

P3 : Je pense que ça va venir de nous. C'est-à-dire que les politiques viendront en soutien si ce que nous on fait ça fonctionne. » (atelier obsolescence)

C'est cet effet démonstrateur qui semble partagé permis les participants aux ateliers de Prémery et qui pourrait constituer l'un des fondements du mode d'action d'un « lobby citoyen » (terme utilisé dans l'atelier obsolescence) socialécologique. Pour aller encore plus loin, les participants à l'atelier ressources territoriales propose des temps de formation pour les élus et les agents de collectivité territoriales :

« P1 : je souhaite parler de la formation des élus, parce qu'en fait on ne peut pas avoir un portage politique fort avec des techniciens un peu à la marge si les élus ne sont pas convaincus des ordres de grandeur et des priorités sur lesquelles il faut agir. Donc du coup ça veut dire aussi accompagner. [...] »

P2 : Je reviens juste sur les élus parce qu'on les cible beaucoup, mais il n'y a pas qu'eux. Il y a les agents de collectivités territoriale. Quand il y a des dispositifs qui sont portés aujourd'hui, les porteurs de ces projets-là dans les territoires ne sont pas du tout formés non plus à mettre en œuvre et accompagner et à faire émerger des initiatives qui viennent du territoire donc qu'est-ce qu'ils font ? Ils vont regarder sur internet où ils

appellent leurs collègues, leurs copains dans d'autres territoires et on a des copier/coller de dispositifs. » (Atelier ressources territoriales)

Les participants de cet atelier font alors remonter la nécessité d'interpeller les élus pour qu'ils prennent en compte les expériences citoyennes. Par exemple, comme nous l'avons développé plus haut, les initiatives de transition socialécologique mettent en avant l'importance du lien social et de la dimension collective. L'expérience citoyenne permet alors de souligner l'inadaptation des dispositifs d'aides focalisés sur l'individuel et non le collectif, à l'instar des aides énergétiques :

« Il y a aussi le réseau de chaleur, ça existe. Parce qu'encore une fois on prend une problématique à l'échelle individuelle et on la repose jamais à l'échelle collective, à l'échelle d'un hameau, à l'échelle d'un village. » (Participant, atelier ressources territoriales)

Plus globalement, cette problématique de l'inadaptation des aides publiques et de dispositifs standardisés a été soulevée dans les trois ateliers, à savoir qu'ils ne semblent pas assez prendre en considération les besoins et les envies des habitants.

« Alors sur le pays Nivernais Morvan, il y a pas mal d'initiatives qui sont menées dans le cadre du programme des territoires à l'énergie positive, zéro déchet et économie d'usage. Après je trouve que, ce qui parfois est handicapant, c'est l'incapacité d'un territoire à mettre en relation les exigences des personnes et les moyens qui sont mis à disposition. [...]. Il y a des dispositifs, ok. Par définition un dispositif c'est quelque chose de cadré et qui répond à des tenants et des aboutissants pour une évaluation. [...] C'est pas forcément tout ce qui est adapté à la manière de vivre au quotidien. Donc je pense qu'un des éléments intéressants en termes de réflexion c'est, plus que de mettre en place des dispositifs, c'est comment on sait que ce qui est proposé correspond à une réalité de vie des personnes. » (Participant, atelier obsolescence)

La posture de transversalité des enjeux fondée démarche participative permet alors de répondre à l'écueil mis en lumière par le participant ci-dessus.

Pour rappel, l'atelier obsolescence programmée avait proposé la construction d'un label « remade in Premery ». Pour les participants, il pourrait même s'agir d'un « lobby citoyen » qui à partir de l'analyse des pratiques de réparation des différents lieux d'économie circulaire du territoire développerait une connaissance pour lutter contre la surconsommation et l'obsolescence programmée. Dans une articulation entre justice sociale et environnementale, ce lobby citoyen pourrait défendre un droit à une « consommation éco-responsable pour tous » en s'attaquant au droit à la consommation (ou la surconsommation) tout en soulignant les difficultés d'accessibilité liées au pouvoir d'achat. Les participants de l'atelier notent par exemple que tout le monde n'a pas le pouvoir en tant que consommateur, notamment par rapport à la pratique du boycott.

« Boycoter les grandes marques je suis d'accord, mais j'aimerais aller chercher ma viande au coin de la rue et chez le boucher, mais c'est cher. Le prix fait qu'on est obligés d'aller dans les grandes enseignes parce que c'est moins cher. On veut de la qualité, mais il faut y mettre le prix et comme je vous dis, le pouvoir d'achat se réduit

d'année en année, donc on n'a pas le choix en fin de compte ou alors il faudrait supprimer les grandes enseignes. » (Participant, atelier obsolescence)

Cette remarque d'un salarié de l'entreprise à but d'emploi de Prémery montre que les inégalités environnementales concernent également le mode d'action politique. D'où la nécessité d'un lobby socialécologique qui développerait un mode d'action accessible à tous.

Les ateliers de Prémery ont permis de dessiner les contours d'un tel mode d'action fondée sur une posture de transversalité des enjeux favorisant la mobilisation citoyenne et en allant à la rencontre des publics précaires. La finalité est alors de construire des solutions écologiques connectées à l'expérience et aux besoins des personnes en situation de pauvreté afin qu'elles puissent bénéficier à tous, et éviter de renforcer les inégalités environnementales. Il s'agit alors d'analyser un problème « où on part du bénéficiaire le plus reculé pour voir comment on imagine un système de synergie plus forte entre la société civile, les privés et les techniciens. » (Participante, atelier ressources territoriales). C'est par exemple de cette manière qu'est envisagé l'activité recyclerie de l'entreprise à but d'emploi de Prémery :

« Globalement le principe c'est que ce soit accessible à ceux qui en ont le moins, mais c'est aussi permettre aux gens qui veulent, quels que soient leurs moyens, de faire du réemploi, etc. de pouvoir le faire sans difficulté. C'est une incitation d'arriver à poser ça accessible à tout le monde. » (Participante, atelier obsolescence)

Cette méthodologie que l'on pourrait appeler « ruissellement par le bas » peut alors être envisagée comme le mode d'action d'un lobby citoyen socialécologique partant de l'expérimentation d'actions concrètes pour pouvoir ensuite concevoir des projets structurants et interpeller les pouvoirs publics.

Résumé des propositions concrètes

Atelier obsolescence programmée

- Un lobby citoyen de lutte contre l'obsolescence programmée
- Un label citoyen « remade in Premery »
- Défilés de mode de vêtements réutilisés
- Un travail sur le développement de la fierté populaire des pratiques écoresponsables (ex. Pub citoyenne)
- Accompagnement des collectivités vers de l'économie d'usage collectif et élaborer des espaces d'hybridation des usages
- Développer davantage l'économie circulaire dans l'activité recyclerie de l'EBE 58 (ex. Développer des partenariats avec les vendeurs de meubles pour récupérer les invendus à causes des défauts, valoriser les livres invendus de la recyclerie)

Atelier alimentation

- Le camion itinérant sur l'alimentation durable et saine, avec un volet approvisionnement et un volet animation collective
- Développer le glanage
- Travailler sur l'accessibilité sociale des outils écologiques existant (écolo crèche, fermes pédagogiques, etc.)
- Des projets alimentaires durables sur les zones où l'enjeu est de protéger la ressource en eau
- Organiser des salons locaux de l'agriculture durable

Atelier ressources territoriales

- Des ateliers collectifs d'autoconstruction de poêle de masse associés à l'activité affouage de l'EBE 58
- Travailler sur l'accessibilité sociale des informations écologiques (aides, dispositifs, enjeux)
- Formation des élus et des agents des collectivités aux enjeux socialécologiques

Transversale aux trois ateliers

- Les réseaux d'échange de savoirs et de pratiques et les ateliers collectifs
- Organisation d'événements participatifs, hybrides au croisement de différents enjeux et portés par des collectifs décloisonnés entre le social et l'écologie
- Concevoir la convivialité comme un mode d'action (organiser des événements festifs, intervenir sur des fêtes populaires)
- Favoriser une démarche d'« aller vers » les personnes en situation de précarité (repérage des relais et des intermédiaires)
- Favoriser le développement ou la consolidation de missions de maillage territorial et d'intermédiaires (ex. des conseillers en énergie), enjeu de formation
- Interpellation des pouvoirs publics